

Union européenne / Plusieurs ONG dénoncent la Commission

# Une expo trop peu polémique

**CINQ PANNEAUX** trop dérangeants écartés pour ne pas heurter le gouvernement colombien. Publicité garantie.

Mais en quoi ces panneaux sont-ils si dérangeants ? Il y a fort à parier que la question hantera les visiteurs de l'exposition qui sera accessible, dès ce mercredi à Bruxelles, au Charlemagne. Seize panneaux avaient été initialement proposés à la Commission européenne par les promoteurs d'une manifestation qui voulait aborder tous les maux dont souffre aujourd'hui la Colombie. Au bout du compte, cinq d'entre eux ont été écartés par l'exécutif.

Le 14 octobre dernier, Armand Burguet, qui préside la Fédération internationale des comités Ingrid Betancourt, a reçu des services de la commissaire aux Relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner, une lettre justifiant ce retrait. On peut y lire : « Afin de refléter notre soutien et nos engagements à la négociation d'un accord humanitaire et à une solution négociée du conflit en Colombie, nous avons souhaité limiter l'exposition aux thèmes directement liés à la situation des otages et à celle de l'ensemble des victimes de la violence dans le pays.

*Nous avons voulu éviter toute référence à des sujets polémiques. »*

Ces sujets polémiques faisaient l'objet des cinq panneaux retirés. Ils étaient intitulés respectivement « La Colombie : une démocratie empêchée », « Les paramilitaires d'extrême droite », « Plus de trois millions de déplacés », « Des milliers de disparus », « En Colombie, le travail de défense des droits humains se fait dans la peur et l'intimidation ».

Ce dernier panneau a été conçu par Amnesty International. Visible sur le site internet de l'ONG, qui qualifie de « censure » la décision de la Commission, il représente un homme géant dans la rue. Les fleurs qui jonchent son corps laissent supposer une exécution.

Philippe Hensmans, le directeur de la société belge d'Amnesty, ne mâche pas ses mots. En retirant ces panneaux, « la Commission a donné carte blanche au gouvernement colombien. Ce qui a été enlevé dans cette exposition a trait aux exactions et aux violations en relation avec le pouvoir. C'est-à-dire les paramilitaires



L'EXPOSITION qui se tient dans l'immeuble Charlemagne de la Commission a une seule vedette : Ingrid Betancourt. PH. BELGA.

d'extrême droite, les déplacés ou les disparus qui sont les tout gros problèmes du moment ». Une réaction plus musclée que celle des Comités Ingrid Betancourt, où l'on tient à saluer l'appui qu'apporte la Commission aux négociations menées sur le terrain, dont dépend le sort de l'ex-

candidate aux présidentielles et des autres otages.

Philippe Hensmans, pour sa part, renchérit : « L'attitude de la Commission nous préoccupe dans la mesure où, si on commence par démanteler une simple exposition, on peut se demander ce que valent les lignes de conduite

*données aux ambassadeurs pour appuyer les défenseurs des droits humains en Colombie. »*

A la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, Luis Guillermo Perez estime lui aussi « qu'il fallait montrer tous les visages de la Colombie ».

Contactée, la Commission se justifie en insistant sur le fait que « l'exposition est consacrée au cas Betancourt et aux otages ». Quant à l'approche globale de la situation colombienne, « nous avons notre propre voie pour discuter avec son gouvernement ».

**« La Commission a donné carte blanche au gouvernement colombien »**

L'exécutif européen marche en fait sur des œufs. Il est vrai que si le gouvernement du président Uribe a un bilan très sombre en matière de protection des droits humains, il vient enfin d'accepter de démilitariser deux municipalités du sud-ouest de la Colombie, condition posée par la guerrilla des FARC pour entamer toute négociation visant à libérer les otages qu'elle retient, dont Ingrid Betancourt. C'est sans doute pour préserver cette fragile « fenêtre d'opportunité » que la Commission refuse de heurter le gouvernement colombien. ■

VÉRONIQUE KIESEL  
PASCAL MARTIN